

NOUVEAUX DISPOSITIFS : UTILES, MAIS PAS À N'IMPORTE QUEL PRIX (COMPTE-RENDU DU GT DE LA FS-CSAR)



Lors du groupe de travail consacré aux dispositifs GOST, GLAT, cyber et NTECH, l'UNSA Douanes et la CGC Douanes ont porté une ligne simple et constante : accompagner les évolutions nécessaires de la douane, **mais jamais au détriment des agents.**

→ GOST : UNE EXPÉRIMENTATION QUE NOUS AVONS SOUTENUE DÈS LE DÉPART

L'alliance UNSA Douanes/CGC Douanes a fait le choix d'accompagner l'expérimentation GOST à condition que des garanties solides soient apportées :

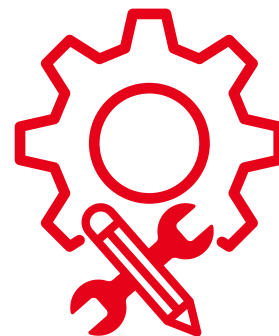
- remplacement des effectifs prélevés dans les brigades,
- prise en compte des questions de santé et de sécurité,
- possibilité pour un agent de quitter l'expérimentation à tout moment.

Ce cadre a permis de sécuriser le dispositif pour les agents. Aujourd'hui, plusieurs organisations rejoignent notre approche, tant mieux ! Si l'expérimentation s'avère concluante et que la DG envisage une pérennisation ou un développement du dispositif, la position de l'UNSA Douanes et la CGC douanes restera tout aussi claire :

- des effectifs supplémentaires. (pas question d'habiller un service en déshabillant un autre.)
- une véritable reconnaissance financière pour les agents engagés dans ces missions.

L'UNSA-CGC a également demandé :

- la dotation d'un système de communication opérationnel main libre, indispensable pour certaines interventions.
- une majoration de 25 % du temps d'astreinte en cas de déclenchement opérationnel.



→ GLAT : UN CADRE QUI PROGRESSE, MAIS ENCORE DES POINTS À SÉCURISER

Nous restons plus réservés sur le dispositif GLAT qui concerne à ce jour 24 directions. Le cadre se précise progressivement, l'administration garantit une participation des agents sur la base du volontariat, l'intégration de la culture du retour d'expérience (ces conditions étaient réclamées par l'UNSA/CGC), mais plusieurs sujets restent sensibles :

- le manque d'effectifs ;
- l'évaluation de la charge de travail ;
- l'engagement d'agents OP/CO sur des horaires atypiques ;
- les questions de sécurité liées à certaines opérations ;

Le travail de cadrage avance, mais il reste encore du chemin, notamment sur l'organisation du travail des collègues OP/CO et sur la reconnaissance des contraintes qui leur sont demandées.

L'alliance UNSA/CGC Douanes a demandé un bilan des opérations GLAT de l'année 2025.

Nous constatons que la structure GLAT préfigure pour l'administration une organisation renouvelée du contrôle et de l'investigation au niveau local. La DG a annoncé :

- un guide des enquêtes douanières à venir à la suite de la mise en application du nouveau code des douanes ;
- une rénovation de la formation « enquêteurs » ;
- un renforcement du réseau des enquêteurs financier.

Si nous pouvons partager le constat de la nécessaire et constante adaptation des méthodes de travail, nous restons extrêmement vigilants sur les conséquences en termes d'organisation, de moyens et d'effectifs.



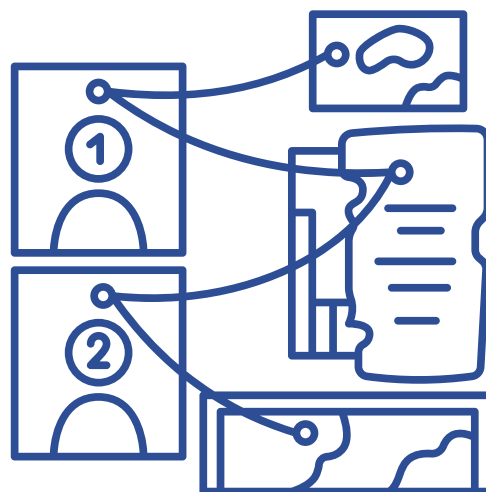
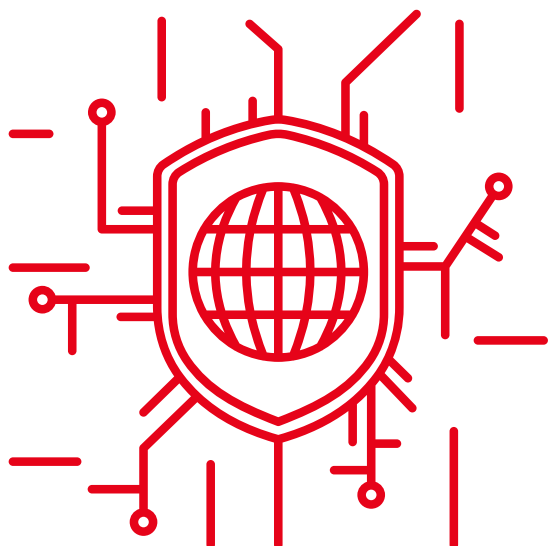
NOUVEAUX DISPOSITIFS : UTILES, MAIS PAS À N'IMPORTE QUEL PRIX (COMPTE-RENDU DU GT DE LA FS-CSAR)

→ CYBER ET NTECH : DES OUTILS UTILES... À UTILISER DANS LE BON CADRE

Le développement des capacités **cyber et d'investigation numérique** est une évolution logique : aujourd'hui une grande partie des trafics et des preuves passe par le numérique.

L'alliance UNSA Douanes/CGC douanes a soutenu la démarche visant à **mieux cadrer ces pratiques**. Mais nous avons aussi rappelé un point essentiel, visiblement partagé par l'administration : les agents **ne doivent pas se lancer seuls dans des investigations cyber dans leur coin**. Sous prétexte de faire avancer une affaire ou au nom de la LCF, certains pourraient être tentés de sortir du cadre. C'est **dangereux pour les agents et pour les procédures**.

Le message doit être clair, pour les agents comme pour l'encadrement : on reste dans le cadre juridique et opérationnel prévu.



→ MODERNISATION : OUI... MAIS PAS SANS LES AGENTS

Lors de ce groupe de travail, la Direction générale a reconnu que **la Douane française accuse un retard important en matière de moyens technologiques**. C'est un constat que nous **dénonçons depuis longtemps**.

Très bien, mais que fait-on pour rattraper ce retard ? Nous soutenons le besoin de renforcer la capacité d'action de la douane, de la détection au contrôle, de l'investigation à la transmission à l'autorité judiciaire. Mais visiblement, lorsque l'on parle des **effectifs ou de la reconnaissance des agents**, le silence devient assourdissant, voire gênant. Nous ne l'acceptons pas !

La réalité est pourtant simple : les technologies ne feront jamais tourner un service, conduire une enquête ou sécuriser une opération. **Ce sont les agents qui le font.**

Pour l'UNSA Douanes et la CGC douanes, moderniser la douane ne peut se résumer à empiler de nouveaux dispositifs et de nouveaux outils **sans renforcer les effectifs ni reconnaître l'engagement des collègues**.



Sur ces deux sujets, nous continuerons à nous battre.

